



Tél.: 03 83 20 10 00
Fax: 03 83 20 92 08
E-mail: etico@etico.fr
99, avenue Carnot - BP 90084
54132 ST-MAX Cedex

Economie - Technicité - Ingénierie - Coordination

RENOVATION DES TOITURES DE L'EX-ISGMP BATIMENT A / ILE DE SAULCY à METZ (57000)



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Phase DCE

LOT 05

PROTECTIONS ANTI-PIGEONS

Maitrise d'ouvrage :



**UNIVERSITÉ
DE LORRAINE**

**Direction du Patrimoine Immobilier
34, Cours Léopold
B.P. 25233
54052 NANCY Cedex**

Maitrise d'œuvre :

FRANCOIS HENRION MALGRAS
52, Impasse de Montreville
54000 NANCY
Tél. : 03 83 96 24 88

B.E.T. ETICO
99, avenue Carnot – B.P. 90084
54132 SAINT-MAX Cedex
Tél. : 03 83 20 10 00

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Phase PRO-DCE

LOT 05– PROTECTION ANTI VOLATIL

SOMMAIRE

| | |
|---|----------|
| CHAPITRE I - GENERALITES | 3 |
| I.1 ETENDUE DES TRAVAUX / PHASAGE / DELAIS | 3 |
| I.2 CONNAISSANCE DES LIEUX | 3 |
| I.3 HYGIENE ET SECURITE | 4 |
| CHAPITRE II - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES | 5 |
| II.1 REGLEMENTATION | 5 |
| II.2 RESISTANCE AU FEU | 5 |
| II.3 CAHIER DES CHARGES FABRIQUANT | 5 |
| II.4 DIMENSIONS ET REPERAGES | 5 |
| II.5 CONTRAINTES D'ENVIRONNEMENT | 5 |
| II.6 REGLEMENTATION TEXTES/ RELATIFS A L'AMIANTE ET AUX RISQUES D'EXPOSITION A L'AMIANTE..... | 6 |
| II.7 MATERIAUX | 6 |
| II.8 PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA SECURITE..... | 6 |
| II.9 MANUTENTION ET LEVAGE..... | 7 |
| CHAPITRE III - DESCRIPTION DES OUVRAGES | 8 |
| III.1 DISPOSITIF ANTI-PIGEONS | 8 |

CHAPITRE I - GENERALITES

I.1 ETENDUE DES TRAVAUX / PHASAGE / DELAIS

Le présent CCTP concerne la mise en place de protections électro-répulsives des pigeons, dans le cadre du projet de **la rénovation de la toiture du bâtiment A de l'ex-ISGMP à l'île de Saulcy à Metz (57000)**.

L'entrepreneur utilisera les installations, équipements collectifs mises en place par le Lot 02 Couverture, qui pourront le cas échéant être complétées par le présent lot pour ses besoins propres (à sa charge financière), en coordination et en cohérence avec les installations collectives. Les installations devront assurer la protection de la santé des personnes, dans les conditions définies par la réglementation.

Le prix du marché comprendra également l'enlèvement des déchets, l'évacuation des poussières collectées par les aspirations.

➤ Visite des locaux :

La visite avant remise de l'offre est obligatoire. Les visites auront lieu sur rendez-vous.

I.2 CONNAISSANCE DES LIEUX

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre :

- ✓ **s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux,**
- ✓ avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées,
- ✓ avoir pris parfaite connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.,
- ✓ avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Ils auront en particulier pris parfaite connaissance des ouvrages existants en amiante ou contenant de l'amiante.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

I.3 HYGIENE ET SECURITE

Le chantier est soumis à la loi N° 93.1418 du 31 décembre 1993 et de son décret d'application N° 94.1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, ces dispositions modifiant toutes lois et décrets antérieurs, ainsi que les dispositions du Code du Travail (Juin 1992).

Il est également soumis aux dispositions générales extraites du PGCSPS définissant l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants.

L'entreprise doit le respect du plan de circulation et des possibilités de stationnement aux abords du chantier.

Elle prendra toutes dispositions pour assurer la sécurité du chantier.

CHAPITRE II - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES

II.1 REGLEMENTATION

Les matériaux et leur mise en œuvre devront être conformes aux documents techniques unifiés DTU et aux normes françaises, notamment :

- NFC-15.100 NFC-14.100
- NFC 52-742 TBT
- EN 50143, NF-EN 60-228 IEC, CEI 20-22-II Câbles, conducteurs et connexion
- EN 61 011 Sécurité des appareils électriques
- CE 2002/108/EC Appareils électromagnétiques
- Décret 2015-1083 matériel électrique limité en tension
- Directive 2013/35/UE Risques des champs électromagnétiques
- Normes et réglementations sur le respect environnemental et de la biodiversité

II.2 RESISTANCE AU FEU

Selon prescriptions du présent CCTP.

II.3 CAHIER DES CHARGES FABRIQUANT

Selon marques retenues.

II.4 DIMENSIONS ET REPERAGES

En aucun cas les dimensions indiquées ne peuvent être prises en référence pour la fabrication, celles-ci devront être déterminées par l'entrepreneur lui-même après relevé précis sur place.

L'attention de l'entreprise est toutefois attirée sur le fait que, s'agissant d'existants, sa soumission revient à accepter en parfaite connaissance les existants gros-œuvre, avec tout particulièrement leurs défauts dimensionnels supérieurs aux tolérances.

En l'état définitif, les menuiseries devront pour autant respecter la réglementation précitée.

II.5 CONTRAINTES D'ENVIRONNEMENT

Selon règles NV 65.

Site METZ Ile du Saulcy (57)

Site exposé

Altitude environ 180 m

NV-69 modifiée le 2/12/99, CM 66, additif 80 et mises à jour

NV-65 modifiée 67 et modificatifs

DTU P 06-002

Vent : Région II site normal EUROCODE EN1991-1-4

Neige A1 EUROCODE EN1991-1-3

Sismicité très faible Zone 1 (2011)

II.6 REGLEMENTATION TEXTES/ RELATIFS A L'AMIANTE ET AUX RISQUES D'EXPOSITION A L'AMIANTE

La dépose des ouvrages amiantés de couverture seront réalisés avant l'intervention du présent Lot. Les mesures libératoires seront diffusées pour permettre les interventions des entreprises

Code du travail : articles L 230-1, L 230-2, L 231-1, R 232-3.1 et R 232.2.4, (Amiante).

Code de la santé publique : articles L 1, L 2, L 48, L 49 et L 772.

Connaissance des réglementations, textes et normes :

II.7 MATERIAUX

Les Matériaux seront Normalisés (NF, CE), les systèmes (à appliquer dans leur intégralité) répondront à un **Avis Technique du CSTB**, ou à défaut devront être acceptés par le bureau de contrôle.

Les assemblages devront être réalisés avec des matériaux compatibles.

Tous les matériaux devront être traités contre la corrosion.

Tous les matériaux devront être de classe M1.

Les fiches techniques des produits devront être communiquées, pour visa, au Maître d'œuvre avant toute application.

Les consignes de mise en œuvre préconisées par les fabricants devront être scrupuleusement respectées.

II.8 PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA SECURITE

Les dispositions propres à assurer la sécurité des personnes pendant l'exécution des travaux, conformes aux lois et règlements en vigueur, seront prévues par le titulaire du présent lot. Outre les précautions et l'observation des règles de sécurité habituelles, des dispositions particulièrement efficaces et rigoureuses seront prises au niveau de la protection des personnes, contre les risques d'accidents corporels, tant au personnel des entreprises, qu'aux occupants et aux tiers.

A cet effet et entre autres :

- Les zones de passage obligatoire seront protégées de façon permanente, un périmètre de sécurité délimitant les zones de danger et englobant celles de travail et de préparation, sera installé au sol, et maintenu en état pendant toute la durée des travaux. Il interdira l'approche de toute personne étrangère aux travaux.

De plus, toutes personnes et/ou entreprises se mettant volontairement ou non en infraction par non-respect de la sécurité, se verra lourdement sanctionné en entraînera d'office une interdiction totale de poursuivre ses travaux, ainsi que l'annulation pure et simple de son marché, sans aucune indemnité ni possibilité de dédommagement de quelque ordre que ce soit.

L'entreprise devra faire toutes les démarches administratives de déclaration de chantier.

➤ SECURITE INCENDIE

L'entreprise devra demander un « PERMIS FEU », selon prescription du maître d'Ouvrage pour l'emploi de chalumeaux ou tout autre matériel produisant une flamme et/ou une source de chaleur. La réglementation et le code du travail devront être parfaitement respectés.

Aucun déchet ne pourra être brûlé sur le site.

➤ SECURITE DES PERSONNES

L'entreprise devra installer tous les équipements et matériels normalisés pour la mise en sécurité individuelle et collective des ouvriers tels que : délimitations, échafaudages, PIRL,...).

➤ SECURITE ET PROTECTION DES BIENS

L'entreprise devra prendre toutes les dispositions pour protéger les ouvrages existants et prendra à son entière charge les frais éventuels de réparation, le cas échéant.

L'entreprise mettra en place tous les moyens nécessaires pour éviter la chute d'outils de matériaux et de gravats, l'émission de poussière et gravats.

L'entreprise devra protéger les ouvrages des intempéries en cours de chantier.

Les déchets, gravats et détritiques issus de chantier seront quotidiennement évacués.

Ils seront stockés pendant la journée directement dans le véhicule de l'entreprise ou dans une benne prévue à cet effet.

Les lieux seront quotidiennement nettoyés.

Les interventions chez les locataires se feront suivant une procédure adaptée à mettre en place par le Maître d'Ouvrage, l'entreprise devra s'organiser en conséquence.

II.9 MANUTENTION ET LEVAGE

L'entreprise pourra utiliser du matériel de levage mécanique adapté aux échafaudages.

L'entreprise utilisera du matériel Normalisé et Vérifié incorporant toutes les protections indispensables.

Le personnel devra être formé à l'utilisation du matériel.

CHAPITRE III - DESCRIPTION DES OUVRAGES

NUISANCES

Les travaux seront réalisés sur un site en exploitation permanente (coactivité avec des travaux intérieurs et occupation des locaux par du public) Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité individuelle et collective des occupants et des intervenants du chantier, ainsi que la protection de leurs biens. Le titulaire retenu devra identifier les tâches bruyantes ou vibrantes en amont et les transmettre au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

NB : Le terrain autour du bâtiment n'appartient pas au maître d'ouvrage mais à la ville de Metz. L'entreprise devra prendre en compte tous les demandes et frais de location de voirie

III.1 DISPOSITIF ANTI-PIGEONS

L'entreprise devra la fourniture et la pose de systèmes anti-pigeons actifs électro-répulsifs de type « AUXICHOC Inox L3 » ou équivalent sur les zones de couvertures sollicitées par les pigeons

Le système devra être normalisé CE-NF et répondre à un Avis Technique du CSTB et/ou répondre à un cahier des charges technique émis par un organisme agréé de contrôle.

Les générateurs électriques seront issus de panneaux solaires autonomes, compris condensateurs et accessoires disposé discrètement pour limiter l'impact visuel. Implantation interdite sur le côté cour jardin par l'ABF.

Sur la façade sur jardin S-O, les équipements seront installés sur les brises soleils et les acrotères. La façade arrière N-E, sera démunie de brise-soleils, les équipements seront installés sur les corniches et acrotères.

Les travaux comprendront notamment :

- ✓ Matériel adapté et sécurisé pour accéder à pied d'œuvre
- ✓ Mise en sécurité du poste de travail, mise en sécurité des intervenants.
- ✓ Mise en place de plaques signalétiques sur les équipements
- ✓ 3 barres inox Ø 2mm sur potences, avec ressorts de jonction
- ✓ Potences et platines résistant aux intempéries, températures extrêmes et UV, 100% polycarbonate, pose collée et/ou vissée
- ✓ Alimentation autonome depuis panneaux solaires, Compris pose, alimentation, branchement et mise en service.
- ✓ Câblage des barres discrets et soigneux
- ✓ Compris toutes fournitures, connexions, ressorts, platines et accessoires.
- ✓ Nettoyage et repliement de chantier.
- ✓ Le système devra être mis en place par un personnel qualifié pour la pose de ce type d'ouvrage.
- ✓ Une garantie de 2 ans exigée (hors générateur).
- ✓ Proposition d'un contrat de maintenance des équipements

Localisation : suivant plans.